

### **Motion présentée par la CGT-Culture, avec le soutien des Syndicats de la CGT Spectacle : SFA, SYNPTAC, SPIAC, et du SNJ-CGT**

Ces dernières années ont été particulièrement marquées par la montée du repli sur soi, des idées réactionnaires et racistes.

L'urgence sociale est à la conquête de garanties collectives communes à tous, en réponse au développement des inégalités et de la précarité, et face aux attaques grandissantes contre les droits sociaux et aux offensives contre les salarié-es et privé-es d'emploi. L'exigence du patronat de vider le Code du Travail de toute protection à l'égard des salarié-es est plus que jamais accompagnée par le gouvernement.

Se mettre en mouvement pour participer pleinement à la construction d'une démocratie culturelle et sociale, c'est placer la culture, comme le travail, au cœur de notre projet de transformation sociale. Militer activement pour que notre société prenne enfin le virage du développement humain durable, c'est s'appuyer sur nos combats d'hier et d'aujourd'hui pour l'émancipation des travailleurs, se battre sans relâche pour la reconnaissance et l'expression libératrice des cultures dans leur diversité, faire éclore l'idée que le travail est culture.

En 2015, la barbarie s'est invitée dans une salle de rédaction, dans une salle de spectacle et à des terrasses de café. C'est dans ce contexte particulièrement dramatique et douloureux que la CGT a publié une déclaration intitulée "La culture : une priorité pour notre société, une priorité pour la CGT". Ce texte dénonce les inégalités et les fractures sociales et culturelles. Il pointe une crise de sens et de la représentation. Il souligne le besoin vital de culture pour combattre la montée préoccupante de la violence et tous les extrémismes. Cette déclaration confédérale est donc plus que jamais d'actualité.

La CGT réaffirme que la culture n'est ni une marchandise ni un supplément d'âme, qu'elle est essentielle à la rencontre, au partage, à la construction d'un monde libre, divers et heureux, indispensable au renouvellement de la démocratie.

La CGT revendique des politiques publiques culturelles fortes clairement assumées par la puissance publique et insiste encore sur le rôle de l'Etat. Ainsi, face au dogme libéral du désengagement de l'Etat et aux renoncements répétés du gouvernement caractérisés par la "réforme de l'Etat" et la "réforme territoriale", nous devons agir pour le renforcement et la refondation d'un ministère de la culture en pleine capacité de développer toutes les coopérations nécessaires avec les collectivités territoriales. Il en va en effet du droit fondamental de toutes et de tous à la culture sur l'ensemble du territoire et de l'efficacité de l'intervention publique contre toute forme d'exclusion et de discrimination.

On le voit, notre société a besoin d'un service public culturel fort, prêt à répondre aux attentes immenses de nos concitoyens et des usagers.

La demande de démocratisation de notre société est très importante. Elle s'exprime de plus en plus par des voies nouvelles et, notamment, à travers les réseaux sociaux. Elle met néanmoins comme jamais en exergue l'urgence de défendre, sans aucune concession, la liberté d'expression et de création, la liberté de la presse et le pluralisme de l'information. Et là encore, les responsabilités publiques sont directement interrogées. Le retour en force et décomplexé de la censure, le poids des monopoles et la pression constante de la pensée unique menacent les artistes et les créateurs, les professionnels et les acteurs de la culture comme les journalistes.

Mais ces professions sont également sévèrement touchées par les politiques d'austérité et les coupes claires dans les subventions publiques voire leurs suppressions. Ces orientations désastreuses ont déjà détruit des dizaines de milliers d'emplois. Elles constituent un non sens et un gâchis économique et humain, et une faute quant au développement de notre pays et à l'aménagement du territoire. Nous devons obtenir l'arrêt immédiat de ces politiques de casse.

La CGT revendique une politique budgétaire nouvelle et ambitieuse pour la culture ; un plan d'investissement pour la culture ; un investissement pour l'avenir. Toute la CGT reste mobilisée pour l'essor d'une démocratie culturelle dans les idées mais aussi concrètement dans les faits et au plus près de la réalité au quotidien. Elle persiste dans la revendication d'une loi d'orientation et de programmation pour la culture.

A son 48<sup>ème</sup> congrès, à Lille en avril 2006, la CGT adoptait une décision portant l'exigence d'une « nouvelle démocratie culturelle ». Cette décision essentielle à l'originalité de notre démarche syndicale, et dont nous nous revendiquons avec fierté et persévérance, s'inscrit pleinement dans la longue histoire de notre confédération.

La CGT réaffirme que la démocratie sociale et la démocratie culturelle sont les deux piliers du projet de société que nous portons.